

Il est impensable que les choses continuent pendant les cinq ans à venir comme pour les cinq ans écoulés. Il est impossible que le monde du travail observe, résigné, qu'une partie croissante des classes populaires sombre dans la misère. Tôt ou tard, il y aura une explosion sociale, c'est le patronat lui-même ou ses laquais genre Sarkozy qui finiront par la déclencher, par son avidité pour le premier, par son cynisme méprisant pour le second.

Et c'est dans ces circonstances-là, lorsque la révolte sociale fait basculer le rapport de force en faveur des travailleurs, des chômeurs, des retraités, des laissés-pour-compte de la société, qu'il est indispensable de savoir quels sont les maux à combattre en priorité et quelles sont les mesures à imposer.

Nous présentons le seul programme qui défende réellement les intérêts sociaux et politiques du monde du travail salarié.

Des revendications indispensables

Nous affirmons qu'il faut imposer la suppression des lois sur le secret commercial et le secret bancaire. C'est la condition préalable pour que les travailleurs, les consommateurs, la population, puissent soumettre à leur contrôle, au jour le jour, la comptabilité des entreprises et des banques, leurs stratégies, leurs projets à court et à long terme, notamment ceux qui visent à supprimer des emplois ou à délocaliser.

Il est vital de mettre fin au chômage de masse et au demi-chômage qu'est la précarité.

Il est vital d'imposer des salaires et des pensions de retraite corrects.

Il est indispensable, il est vital que tout un chacun dispose d'un logement convenable.

Pour répondre à ces exigences, il est indispensable, il est vital d'affecter à la création d'emplois utiles dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale, à la construction de logements sociaux, les sommes actuellement versées à fonds perdus au patronat sous forme d'aides et de subventions.

Il est indispensable, il est vital d'imposer davantage les bénéfices des entreprises capitalistes, ainsi que les revenus les plus élevés, et d'obliger la classe riche à abandonner une partie de ses privilèges pour cesser de s'attaquer aux classes populaires.

Utopique, tout cela ? Pas plus que d'attendre, d'élection en élection, un changement qui ne vient pas, ou alors quand il vient, c'est seulement le gouvernement qui change mais pas la politique.

Sarkozy ne pourra pas tout se permettre.

Quelques-unes des plus grandes luttes sociales de ce pays ont éclaté sous des gouvernements de droite !

Les grèves qui ont précédé la grande vague de juin 1936, ont eu lieu sous des gouvernements réactionnaires.

En mai 1968, que Sarkozy voudrait rayer d'un trait de plume, c'est l'homme de droite, le général De Gaulle, qui a dû reculer devant l'explosion sociale.

La dernière en date des grandes grèves, celle des cheminots en novembre-décembre 1995, a fait reculer Juppé, Premier ministre à l'époque de Chirac fraîchement élu.

Et, à une plus petite échelle, la jeunesse étudiante a montré, après cette provocation qu'a été l'adoption du Contrat Première Embauche, que la rue, que la mobilisation, pouvaient faire reculer un gouvernement aussi réactionnaire que celui de Villepin et l'obliger à retirer une loi pourtant déjà votée.

Pour le moment, rien ne semble annoncer de telles luttes sociales, mais celles qui changent le rapport de forces entre les exploités et les exploités ne s'annoncent pas toujours. **Et, de toute façon, il n'y a pas d'autre moyen pour changer la vie des classes exploitées, ni même pour empêcher le grand patronat d'aggraver le sort des travailleurs.**

Ce ne sont pas les législatives actuelles qui pourront renverser la vapeur mais elles permettront de s'exprimer à tous ceux qui veulent prendre le contre-pied de l'évolution vers la droite de la vie politique et sociale.

Il ne s'agit pas de voter dans ces élections législatives en fonction de la personnalité des différents candidats ou de la situation locale. Face à la situation dramatique à laquelle sont confrontées les classes populaires, les particularismes ne sont pas de mise. Les problèmes des exploités sont identiques, des départements de la métropole à ceux des DOM-TOM et, surtout, les objectifs et les moyens pour les surmonter sont les mêmes.

Les candidats de Lutte Ouvrière défendent ces objectifs et vos suffrages contribueraient à les populariser pour que les travailleurs les mettent en tête de leurs revendications dans les luttes à venir. Ces luttes sont inévitables car le sort des classes populaires ne doit pas continuer à se dégrader. C'est trop important pour l'avenir des jeunes générations.

Pour affirmer que les classes populaires sont radicalement hostiles au grand patronat et à Sarkozy, et surtout qu'elles sont conscientes de leurs intérêts et font confiance aux luttes pour les imposer,

**Votez pour un programme
de défense des travailleurs !**

Votez Lutte Ouvrière,

Travailleuses, travailleurs,

Je vous appelle, toutes et tous, à apporter vos voix aux candidats de Lutte Ouvrière.

Arlette Laguiller